

Les émeutes dans les banlieues françaises en 2005: analyse du discours de la presse croate

Mirna Sindičić Sabljo
Université de Zadar
Croatie
Dubravka Saulan
Université de Zadar
Croatie

Résumé

Une représentation négative et alarmiste des banlieues françaises s'est imposée dans les médias et dans le champ politique en France à partir des années 1980. Les grands ensembles bâtis dans les périphéries des grandes villes françaises sont souvent présentés comme des zones de violence et de non-droit. L'hypermédiatisation et la stigmatisation des banlieues ont particulièrement été observables lors des émeutes qui ont eu lieu en 2005. Ce travail examine le discours de la presse croate sur les violences urbaines en France en 2005, en le comparant à celui des médias français sur les mêmes faits. L'analyse est fondée sur un corpus d'articles tirés de certains quotidiens et hebdomadaires croates (Jutarnji list, Večernji list, Globus) publiés en octobre, novembre et décembre 2005. Le dépouillement des articles de journaux croates traitant les désordres urbains nous a permis de reconstruire le champ lexical concernant cette question sociale. Cette recherche contribuera, nous l'espérons, à une meilleure compréhension du discours médiatique croate sur les émeutes en France.

Mots clés

émeute, banlieue française, discours médiatique, presse croate, tabou du sujet, euphémisme

Introduction

La presse et la télévision françaises apparaissent comme les principaux véhicules de la stigmatisation des banlieues. Elles sont en partie responsables d'une désignation négative du vocable « banlieue » et de la construction de l'image qui lui est réservée (Lapeyronnie, 2008: 153). Par ailleurs, elles fabriquent une représentation de la réalité des faits qui s'éloigne du monde réel. Les quartiers sont systématiquement stigmatisés. La société française possède une représentation collective de ses banlieues souvent à partir de reportages médiatiques axés sur la violence et le malheur. Le traitement médiatique est extrême en période d'émeute et quasi inexistant en période de calme, fût-il précaire ou non¹. Les banlieues sont

¹ Les émeutes sont régulières. Elles interviennent régulièrement, presque d'année en année depuis les trois dernières décennies dans diverses régions françaises.

insuffisamment couvertes au jour du jour, mais hypermédiatisées lors d'émeutes (Bronner, 2010: 170). Cette réalité devient particulièrement transparente lors des émeutes de 2005, inédites par l'ampleur de leur diffusion sur le territoire national et par leur durée.²

Les émeutes en France ont eu une grande résonance en Croatie. L'objectif de ce travail est d'examiner le discours de la presse croate sur les violences urbaines en France en 2005, en le comparant à celui des médias français sur le même sujet. L'analyse est fondée sur un corpus d'articles tirés de certains quotidiens et magazines croates (*Jutarnji list*, *Večernji list*, *Globus*) publiés en octobre, novembre et décembre 2005. Le dépouillement de ces articles nous a permis de reconstruire le champ lexical qui concerne cette question sociale et de constater une grande variété d'expressions utilisées à l'endroit de la banlieue française. D'ailleurs, notre recherche vise à établir si les expressions françaises ont été (simplement) transposées dans la langue croate. Si cette hypothèse est confirmée, les contextes concernés doivent, à leur tour, être examinés. Il s'agit donc ici d'une analyse de corpus de textes journalistiques sur les émeutes de 2005 publiés dans les deux aires linguistiques au même moment discursif : celui qui nous permet d'étudier « la stabilisation et la diffusion de certaines formules » (Moirand, 2007: 4). La plupart des articles ont été publiés en Croatie en novembre de la même année (une quarantaine), à savoir du 3 au 14 novembre, époque à laquelle les événements sont suivis de près de la manière régulière dans la presse quotidienne, celle des émeutes les plus intensives. Les formes représentant les contenus liés aux banlieues (ou à la banlieue, comme nous verrons plus tard), plus particulièrement les euphémismes, seront le sujet de cette analyse contrastive, voire de l'analyse linguistique et critique du discours médiatique. Étant donné que la notion même d'analyse du discours dispose de diverses définitions, les unes s'opposant aux autres, il nous semble important de définir quelques points de départ théoriques autour desquels s'articulera notre analyse. Ainsi pourrions-nous reprendre le constat de van Dijk, consistant à dire que l'analyse du discours est « l'étude de l'usage réel du langage, par des locuteurs réels dans des situations réelles » (1985: tome 4, 2). Nous y ajoutons l'aspect social afin de partir à la recherche d'un point de vue plus spécifique, à savoir celui qui était bien établi par

² Le décès de Zyed Benna et Bouna Traorè qui, poursuivis par la police, se réfugient dans un transformateur et meurent électrocutés vifs à Clichy-sous-Bois le 27 octobre 2005, déclenche une vague de violentes émeutes dans la France entière. Plus de 3 semaines de violence, 274 communautés concernées, 250 millions d'euros au moins de dégâts, 11 500 policiers et gendarmes mobilisés, plus de 10 000 voitures brûlées. (Avenel, 2010: 81).

D. Maingueneau: l'analyse du discours ne représente ni simplement une analyse linguistique du texte ni une analyse sociologique de la situation ou du contexte en question. Elle nous offre une approche qui tient compte des deux, à savoir du texte et de l'énonciation de la situation sociale qui les rend possibles (1995). Nous commencerons donc par une mise-en-contexte social des textes journalistiques produits.

La banlieue et les émeutes dans les médias en France

La banlieue française est un espace physique et social mais également un foyer de discours politique et médiatique.³ Un bon exemple est la banlieue parisienne, née au XIX^e siècle, à l'époque des rénovations haussmanniennes de la ville, lorsque 300 000 Parisiens ont été expulsés des faubourgs pauvres à la périphérie. Dans ces zones s'installent progressivement des populations ouvrières. Un changement profond des banlieues s'opère après la Seconde guerre mondiale lorsque débute la construction de larges bâtiments nommés grands ensembles. Pendant cette période, la croissance économique et l'expansion démographique se concentrent sur les villes. Il est alors indispensable de construire en grande quantité des logements bon marché visant à résorber l'existence des bidonvilles, faire face à l'exode rural, accueillir les repartis d'Afrique du Nord ainsi que la main d'œuvre immigrée et offrir un toit aux jeunes ménages. Les cités de ces grands ensembles, bâties sur des terrains souvent éloignés des centres-villes, sont massives, construites en béton, relativement hautes. L'objet principal de leur existence: loger un maximum de personnes. C'est à la fin des années 1970 que l'on assiste à une paupérisation des grands ensembles et à un départ des classes moyennes. Ils finissent par être étiquetés comme les quartiers des immigrés par excellence. Aujourd'hui, la part des jeunes de moins de 25 ans, ainsi que des familles nombreuses et monoparentales, y est plus grande que dans le reste du pays. Les habitants y sont trois fois plus souvent de nationalité étrangère et le taux de chômage y est plus élevé qu'ailleurs.⁴

³ Etymologiquement, au Moyen Age, le nom « banlieue » désignait un territoire situé autour de la ville et qui était soumis au « ban », autrement dit à la juridiction de ladite ville. C'est plus tard que le mot « ban » prend le sens de « condamnation à l'exclusion ».

⁴ Un rapport de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles affirme que plus d'une personne sur deux (52,6%) vivant dans les quartiers sensibles est issue de l'immigration. Ce chiffre monte à 64% dans les zones urbaines sensibles de la région parisienne. (Frayet et Vincent, 2011: 11.)

La question des banlieues est un complexe de représentations et de discours dont les mécanismes de constitution sont à rechercher dans les logiques du discours informatif contemporain. Cette thématique est au centre d'un rapport de force. Guy Lochard distingue trois périodes dans le traitement de « la question des banlieues » dans les médias (2002: 31-41):

- a) de 1950 à 1980: une montée progressive des interrogations sur ce territoire. La banlieue accède à une forme d'existence télévisuelle à travers « la question du logement ». Les grands ensembles sont présentés comme des solutions, mais on exprime souvent des inquiétudes sur la qualité de vie. À la fin des années 1970, on assiste à une irruption du problème de délinquance. Le délinquant type apparaît sous les traits d'un jeune issu de l'immigration, âgé de 18 à 30 ans, résidant dans un grand ensemble d'habitat social. Cette figure d'un jeune révolté se substitue aux représentations traditionnelles du travailleur immigré, habituellement docile et discret.
- b) de 1981 à 1989: apparition d'images médiatiques dans une tonalité pessimiste et dramatisante. À cette époque, la ville et ses banlieues entrent dans le champ politique et médiatique. Le « problème des banlieues » fait son apparition en 1981, lors des émeutes dans le quartier de Minguette, dans la banlieue lyonnaise à l'est. La France entend parler pour la première fois de « rodéos ». La prise de conscience du problème s'est enclenchée par la médiatisation de la fameuse marche des Beurs en décembre 1983. Durant les années 1980, les médias voient dans les violences une question de non-intégration des immigrés et celle de « nouvelle pauvreté ». À partir de cette époque, une association immédiate est créée entre le problème des banlieues et le problème d'immigration.
- c) de 1989 à 1994: une place croissante de « la question des banlieues » à la télévision. L'émeute de Vaulx-en-Velin en 1990 marque la reconnaissance officielle de l'existence des banlieues en tant que problème public et social. On assiste à une multiplication de reportages au ton alarmiste. La violence devient une catégorie dominante d'interprétation des banlieues dans les discours médiatiques. Les banlieues sont associées à la violence et aux jeunes. Une vision tend à assimiler la banlieue aux ghettos américains. Médias et débats publics ajoutent à la stigmatisation, car on ne parvient à définir les quartiers que par une longue série d'approximations et de déficits.

À la fin des années 1990, la question de l'insécurité passe au premier plan. Le problème des banlieues est perçu comme un problème d'ordre public. Les banlieues sont devenues le symbole de l'extériorité sociale et culturelle. Par conséquent, le concept de zones de non-droit s'impose dans les médias. La « violence urbaine » devient un véritable enjeu politique et un problème d'État. Les initiatives gouvernementales donnent lieu à des débats, critiques et commentaires. Après 2001, une suspicion à l'égard de l'Islam se généralise et la question d'intégrisme des immigrés musulmans entre dans la sphère publique (Sedel, 2009). Le discours médiatique est dominé par la rhétorique de contrôle de l'État. Il mêle sensationnalisme, dramatisation et sentiment de peur. Trois sujets restent permanents : l'immigration, la jeunesse et la violence. Ces derniers prennent au fur et à mesure la forme de sujets auto-désignés, voire de sujets disposant d'une appartenance présentée dans les médias par des tours pronominaux (définis ou indéfinis) comme « on », « nous », « notre communauté » et ainsi de suite, tous consistant à désigner un groupe particulier. Cette auto-désignation concerne donc les dominés et les périphériques⁵, même si l'on sait qu'appartenir aux dominés ne signifie pas nécessairement appartenir aux périphériques, l'appartenance aux périphériques traduisant obligatoirement une appartenance aux dominés. Suite à une marginalisation géographique et sociale des trois sujets mentionnés précédemment, ils commencent à être marginalisés même dans le discours médiatique. Leur position devient ainsi périphérique, et ceci dans les trois sens qui suivent : l'espace physique, l'aspect social et le discours lui-même. Or, l'espace discursif en question, ne représentant que l'unité minimale de la totalité du champ discursif (Maingueneau, 1984), ne dispose donc que de deux positionnements entretenant une relation médiatique: les périphériques (les dominés) et les centraux (les dominants). Comment sont-ils présentés dans les médias français? Le langage étant le miroir de l'idéologie, son dire repose sur la représentation du pouvoir. Selon Foucault, « on sait bien qu'on n'a pas le droit de tout dire, qu'on ne peut pas parler de tout dans n'importe quelle circonstance, que n'importe qui, enfin, ne peut pas parler de n'importe quoi » (1971: 11). D'ailleurs, le pouvoir dans le discours (politique) repose sur ce qui est exclu, et de surcroît sur ce qui est interdit. D'où la nécessité de renvoyer au tabou de l'objet (ibid.) ou, dans ce cas précis, au tabou du sujet (périphérique) réel qui donne naissance aux euphémismes élaborés dans les pages qui suivent. Plus un objet (ou sujet) est

⁵ La notion de « champ » du sociologue P. Bourdieu étant ici reprise et développée par D. Maingueneau en tant que « champ discursif » au sein duquel les « dominants » s'opposent aux « dominés » et/ou les « centraux » aux « périphériques » (1984: 27).

interdit et à la fois obligatoire à prononcer, plus est vaste le champ lexical des euphémismes qui servent à le remplacer (détabouiser cet objet en lui donnant une autre forme). Car, « le discours n'est pas simplement ce qui traduit les luttes ou les systèmes de domination, mais ce pour quoi, ce par quoi on lutte, le pouvoir dont on cherche à s'emparer » (ibid: 12).

L'analyse du discours des quotidiens croates

Concernant les médias croates, leur discours sur les émeutes en France en 2005 ne traduit pas le discours français, rigoureusement parlant. Plus précisément, il se contente de « copier-coller » le discours original. Ce faisant, il omet non seulement d'exprimer les subtilités et les nuances, mais également de décrire les contextes et les situations qui étaient censés apporter une authenticité et une compréhension des enjeux sociaux et politiques. Or, le discours croate ne construit aucun pouvoir, aucune idéologie; il ne transfère que la forme du discours français, en faisant abstraction de toute traduction du contenu, en cherchant une forme qui corresponde le mieux aux champs lexicaux français. La Croatie d'aujourd'hui conjugue une situation politique et une idéologie différentes du contexte politique français. En d'autres termes, la société croate se situe dans un tout autre univers social. Il nous semble important ici d'expliquer quelques faits qui constituent une différence des situations politiques, sociales et idéologique entre les deux pays en général. Tout d'abord, le système administratif et la répartition en régions, départements et communautés sont bien différents (nous y reviendrons ultérieurement). Ensuite, la question d'immigration, telle qu'elle existe en France, toujours mise dans un contexte portant sur des problèmes d'intégration, et de misère des immigrés est considérablement différente de la situation croate. Or, l'immigration en Croatie est d'une quantité plutôt limitée, d'autant plus qu'elle ne s'inscrit pas dans les mêmes situations sociale et politique. En effet, les immigrés en Croatie étant peu nombreux et ne souffrant pas de stigma de « appel au secours », les demandes d'asile ou d'intégration aboutissant à une naturalisation, ne représentent pas une « situation politique » et ne nécessite aucune réglementation. Seule « la question des Roms » est susceptible de provoquer quelques débats publics contestataires, mais ne prenant pratiquement jamais d'ampleur⁶. Un constat est néanmoins établi: les contextes sociaux des deux pays

⁶ Nous ne développerons pas ici la question des Roms, ni en France ni en Croatie. Elle relève d'une autre analyse et d'une tout autre situation idéologique (et par conséquent de tout un autre discours), ce qui risquerait de dépasser les cadres de ce travail.

en question différent. Au lieu d'expliquer adéquatement les enjeux de la société française, la presse croate fait exactement le contraire: elle omet de mentionner certaines réalités et simplifie à outrance bien des données. Le résultat est évident: des lacunes sémantiques qui ne peuvent être compensées par un simple transfert de formes, ni par une simple traduction de phrases consistant à renvoyer à leurs équivalents lexicaux, sans tenir compte du contexte et des situations (politique et idéologique) qui sont partie intégrante de tout discours, et de surcroît du discours en question. L'analyse du discours que nous abordons dans ce travail est fondée sur le vocabulaire, à savoir sur les champs lexicaux qui sont transférés directement des médias français. Par conséquent, l'analyse critique renvoie à des « trous » inévitables, créés par le manque de contexte sans lequel tout discours devient réductible à un sens purement potentiel. Si l'on s'appuie sur le fait que la traduction est possible grâce à la communication (qui est, entre autres, une capacité cognitive nous permettant d'analyser et de valider le dire des interlocuteurs), nous constaterons que c'est précisément la possibilité de communiquer qui rend possible l'émergence de ces trous. Ainsi pourrions-nous dire que l'interlocuteur de la presse croate est en effet la presse française, et que la traduction, malgré le fait qu'elle était rendue possible par le biais de la communication, n'a pas été achevée, puisque l'interdiscours dans les médias croates ne dispose pas de mêmes figements. En effet, la relation (implicite ou explicite) dans laquelle les unités discursives entrent avec un discours particulier n'est qu'un sens interdiscursif, voire un énoncé figé disposant de mots auxquels celui-là procure une « valeur symbolique ». Cette dernière est figée elle-même (Charaudeau, 1994). En d'autres mots, le préconstruit (opposé au construit) représente « les traces dans le discours d'éléments discursifs antérieurs dont on a oublié l'énonciateur » (Pêcheux, 1990: 43). La largeur du préconstruit, à savoir celui des banlieues françaises dans notre cas de figure, échappe au discours des médias croates. Ils l'utilisent plutôt comme un présupposé⁷, comme si les lecteurs n'en devaient rien savoir. Comme si la notion de banlieue française, référant aux immigrés, pouvait simplement être remplacée par la notion de banlieue croate, et / ou des immigrés en Croatie dont on sait qu'ils représentent le préconstruit dans le discours croate.

La banlieue est ainsi nommée dans la presse croate « zona bezakonja », « urbana zona », « geto » » (*Večernji list*, numéro du 5 novembre 2005), ce qui est la traduction directe de *zone de non-droit*, *zone urbaine*, *ghetto*; puis « osjetljiva

⁷ A la différence du préconstruit, le présupposé est visible dans l'énoncé lui-même (Martin, 1976). À titre d'exemple, si on dit « Marie est de retour », il va de soi qu'elle était déjà partie quelque part.

urbana zona » (*Jutarnji list*, numéro du 6 novembre 2005) comme *zone urbaine sensible*, et même « *zgrade zajedničkog stanovanja* » (*Globus*, numéro du 11 novembre 2005), ou *HLM* (« habitation à loyer modéré ») en français. Toutes les dénominations (*banlieue*, *grand ensemble*, *quartier*, *cité*, *zone*, *ghetto*) sont accompagnées de qualificatifs comme *sensible*, *chaud*, *difficile*, *en difficulté*, *pauvre*, *populaire*, *prioritaire*, *perdu*, *sans avenir*, *   problèmes*, *défavorisé*, ou en croate « *radni  ko* », « *nastanjuju imigranti iz Afrike* », « *imigrantsko* », « *siroma  no* ». Si nous attirons l'attention des lecteurs sur le même terme de « banlieue » et son équivalent lexical dans la langue croate, à savoir « *predgrade* », il devient évident, ne serait-ce que sur le plan étymologique, que le terme est dérivé d'un adverbe de lieu (*pred* signifiant « devant »), et d'un nom commun (**grade* < *grad* signifiant « ville »). En d'autres termes, le signifiant est construit autour d'un espace physique consistant à dire que la banlieue (en croate) désigne l'espace se situant à l'entrée des villes, ce qui renvoie directement au contenu du départ, celui des grands ensembles qui servaient à héberger un grand nombre de citoyens dans une sorte de prolongement des villes où les prix seraient (   priori) plus bas, vu l'éloignement qui les sépare des centres citadins. Le contexte social n'existe donc que dans le sème préconstruit, entraînant une baisse des prix dès que l'on s'écarte du centre culturel de la ville. Néanmoins, la presse croate reprend le terme de banlieue française en le transférant vers « *predgrade* », sans lui procurer les s  mes dont dans son contenu en français contemporain.

Les grands ensembles des banlieues parisiennes sont devenus *la banlieue* au singulier, ce qui crée, en effet, un terme générique valable sur tout le territoire national. On peut aussi observer dans des articles de presse une association par métonymie entre *le grand ensemble* et *la banlieue*, les deux entraînant souvent les connotations de « ghetto »⁸. Pourtant, la banlieue n'est pas une entité géographique, urbanistique et sociale homogène. Selon Luc Bronner, « la banlieue n'existe pas. Ou, du moins, n'a pas de sens au singulier » (Bronner, 2010: 32). Les quartiers diff  rent entre eux, et de plus, chaque cité possède sa diversité interne, ses règles et sa diversité culturelle. Néanmoins, la banlieue, au singulier, devient un synonyme pour les banlieues avec des appartements HLM (« habitation à loyer modéré »), où la majorité des habitants sont des immigrés. Ce qui tombe dans l'oubli, dans le discours médiatique, c'est le fait que la France possède également des banlieues

⁸ La plupart des chercheurs reconnaissent que les banlieues françaises ne sont pas comparables aux ghettos noirs américains. Le ghetto américain est mono-racial et clos sur lui-même, tandis que les cités françaises sont multiculturelles et ouvertes (Wacquant, 2006: 30-33).

chic, élites, bourgeoises, des banlieues ouvrières, de classe moyenne, de pavillonnaires, ainsi que le fait qu'aucune banlieue n'est jamais exclusivement une banlieue d'un certain groupe ethnique, social ou religieux. Le terme générique est ainsi réduit à un seul mot spécifique dans sa forme et dans son contenu, ce qui est observable dans les médias croates de la même manière que dans les médias français. Or, pour reprendre les termes de l'analyse sémantique sémique, le sens du mot générique est réduit à un seul sème: nous verrons auquel dans les pages qui suivent.

Les premiers textes en Croatie sont publiés trois ou quatre jours après le début des émeutes, plus précisément le 27 octobre 2005. Au fil du mois de novembre, les nouvelles à ce sujet passent de la rubrique « Monde entier » (cr. *Svijet*) à la rubrique « Nouvelles » (cr. *Vijesti*) et « Événements du jour » (cr. *Događaji dana*). Elles quittent le milieu des journaux, avant de partir vers les premières pages et à la une. Ces reportages dominent les informations diffusées pendant la première moitié du mois de novembre. Les données rapportées représentent essentiellement des renseignements extraits de rapports de police, concernant le nombre de voitures brûlées, celui de personnes arrêtées, de statistiques sur les dégâts occasionnés, de déclarations d'hommes politiques (en l'occurrence des polémiques entre M. Chirac, Président de la République, et M. Sarkozy, ministre de l'intérieur), etc. Ce n'est qu'à la fin du mois de novembre que l'espace médiatique croate commence à recueillir des analyses portant sur les causes de ces mouvements sociaux, des émeutes, ainsi que sur les recherches des solutions possibles.

Le discours médiatique est construit par les dominants ou par les centraux: la source principale des renseignements est la Police ou l'État. Les jeunes sont peu interrogés, tandis que les représentants de l'ordre, les policiers et les politiques sont interviewés individuellement et régulièrement. La parole n'est donc pas donnée aux jeunes. Bien qu'ils soient les premiers concernés dans et par les émeutes, ils ne bénéficient pas d'entretiens; on parle d'eux, mais on ne parle pas avec eux. Les causes de ce déséquilibre restent une énigme, ouverte à toute interprétation possible (fondée sur les paroles de ceux qui ont le droit de commenter, à savoir les dominants dont les propos sont rendus publics), pendant que les dominés n'ont pas la possibilité de s'exprimer. Or, les sujets de l'action ne sont que les objets du discours. En revanche, ceux qui « souffrent », qui sont « attaqués » par les sujets d'actions, prennent la place des sujets de phrases. A titre d'exemple, lorsque le sentiment d'insécurité monte et qu'il devient palpable dans les textes publiés, on y trouve des énoncés comme: « personne n'ose entrer dans ces zones ». « Personne »

signifiant ici « les attaqués »: d'où la conclusion que les périphériques ne font pas partie des sujets concernés par les émeutes, ni des sujets du discours tout court. Les banlieues sont décrites comme des territoires dangereux pour ceux qui ne font pas partie des émeutes: ils ont peur d'y aller ou d'en sortir. En France, comme en Croatie, les médias ne cessent de publier des textes sur les agressions commises envers les conducteurs de bus, de métro et de trains, sur les taxis dont les chauffeurs refusent de conduire vers les banlieues, sur les non-immigrés âgés qui y habitent et qui ont peur de sortir de chez eux à cause des attaques dont ils sont victimes, et ainsi de suite. Le tabou de l'objet reste évident: pendant que les agressés sont nommés au moins par des noms communs (ou génériques) correspondant à un groupe selon un certain critère (les conducteurs, les chauffeurs de taxi, etc.), ceux qui sont responsables des agressions n'occupent même pas la position d'un objet. Ils sont simplement omis d'une partie des textes et remplacés par des récits évoquant les dégâts ou les résultats de leurs actions. Dans la diffusion des nouvelles faisant part de ces agressions figure une expression symptomatique censée désigner un groupe attaqué: « les non-immigrés ». Faut-il donc en déduire que si les non-immigrés sont attaqués, que seuls les immigrants peuvent être leurs agresseurs? C'est précisément ainsi que les immigrants, sans être désignés directement, commencent à prendre place du contenu de mot *banlieue(s)* en général.

Les sujets parlants les plus proches des sujets d'action sont leurs professeurs dans les collèges et lycées qui présentent dans leurs entretiens des histoires sur les problèmes quotidiens dans la classe, de même que leurs mères qui se plaignent déclarant ne pas être en mesure de les raisonner. Pourtant, un tel rapprochement qui donne la parole à ceux qui sont en contact direct et le plus intime avec les premiers concernés, ne suffit pas pour faire de ces derniers des sujets de discours. Ils restent objets pour pouvoir davantage être tabouisés. En un mot, les histoires soulignées sont exclusivement celles qui parlent des jeunes immigrants qui n'ont pas « réussi », le participe renvoyant à la fuite de la banlieue, ou à la « civilisation » qu'ils devaient retrouver en s'intégrant dans la société française. Si, dans la société française, « intégration » signifie « civilisation » ou « fuite de la banlieue », pourrions-nous en déduire, en reprenant le principe d'élimination, que la vie périphérique, dans le discours médiatique, n'est pas partie intégrante de la société française, ou du moins de celle qui fonctionne équitablement, là où il n'y a ni personne ni rien à intégrer?

Le 7 novembre 2005, *Jutarnji list* offre les titres et les chapitres suivants: « Les habitants locaux tremblent » (cr. *Lokalno stanovništvo u strahu*), « les chauffeurs de bus et de métro apeurés » (cr. *vozači autobusa i metroa također*),

« Les policiers sont quotidiennement en danger » (cr. *Policajci svakodnevno ugroženi*), et « Les journalistes attaqués » (cr. *Napadi na novinare*). Or, les périphériques sont toujours systématiquement absents du discours en tant qu'interlocuteurs, mais aussi en tant qu'objets dénommés. A titre d'exemple: « les policiers sont quotidiennement en danger » n'est qu'un des cas représentatifs des expressions disposant de l'omission même de tout tabou. En tant que sujets, « les policiers sont quotidiennement en danger ». Le verbe employé permet de conclure que non seulement le sujet réel est devenu objet, mais que l'objet a été tabouisé et / ou remplacé par un euphémisme. De plus, il est dépourvu de toute apparition dans ladite phrase. « Les habitants locaux tremblent », tout comme les autres exemples énumérés précédemment et qui relèvent du même traitement. Dans les récits des articles ici mentionnés, la situation évoquée est comparée à celle d'une guerre civile où Paris est une ville assiégée. Les émeutes étaient déjà nommées « la guerre contre la police » (cr. *rat s policijom*) et « la guerre dans les rues » (cr. *ulični rat*) (*Jutarnji list*, numéro du 3 novembre 2005). Si nous poursuivons à chercher le sujet de l'action, nous constaterons une fois de plus qu'il est entièrement omis en tant que partie des syntagmes nominaux décrivant les émeutes: l'expression « la guerre contre la police » nomme en effet l'action même (« la guerre ») et « le revers de la médaille », à savoir « la police » ; le sujet étant tabouisé, mais bien observable. Car, s'il s'agit d'une guerre, il est évident qu'il y a deux parties qui y participent : l'une qui est la police « contre » laquelle elle est menée, et l'autre qui devrait être celle qui est « contre » la loi, qui attaque. Ensuite, l'expression « la guerre dans les rues » évoque la même action sous même forme nominale, accompagnée par une détermination de lieu où elle se déroule: une dénomination de plus qui sert à désigner le sujet périphérique sans le nommer.

Les termes de « émeutes », « colère » et « révolte » reviennent sans cesse, mais l'origine de la protestation n'est jamais rattachée à l'événement initial dans le discours. La mort des jeunes est au contraire systématiquement décrite comme un simple « déclencheur », qui mettrait à jour un état général. Néanmoins, la mort des jeunes n'est pas l'événement initial de la réalité à laquelle le discours prétend renvoyer: elle n'est que le moment initial du discours. Pourrions-nous ainsi dire que l'initiation du moment discursif est choisie selon un critère qui nous est inconnu, car elle ne correspond pas à l'initiation des (causes des) événements. Aucune histoire précédente n'a été présente dans les médias, ni avant les émeutes dans un temps discursif réel, ni pendant les émeutes dans un temps de récit (historique) qui servirait à mettre le discours en contexte.

Les émeutes sont comparées à un phénomène naturel: l'incendie. Des noms comme « feu », « flammes » et « incendie » sont utilisés dans presque tous les organes de presse, accompagnés par des photographies de voitures en flamme. À titre d'exemple: « la banlieue française en flamme trois nuits de suite » (cr. *pariško predgrađe treću noć u plamenu*) (*Jutarnji list*, numéro du 31 octobre et du 1^{er} novembre 2005), « Paris brûle » (cr. *Pariz gori*) (*Večernji list*, numéro du 4 novembre 2005), « Paris en flamme » (cr. *Pariz u plamenu*) (*Večernji list*, numéro du 4 novembre 2005.), « La France brûle » (cr. *Francuska gori*) (*Večernji list*, numéro du 5 novembre 2005), « La France en flamme » (cr. *Francuska u plamenu*) (*Jutarnji list*, numéro du 10 novembre 2005). La production de mots comportant un sème lié à « feu » est évidemment riche et répétitive. Cette répétition, accompagnée de verbes au présent (« brûle »), toujours dépourvus de l'objet tabouisé, et de compléments de temps (« trois nuits de suite ») contribue largement à l'interprétation d'une durée frappante des émeutes. D'ailleurs, l'élargissement de l'événement dans le discours médiatique n'est pas sensible uniquement au temps, il l'est également à l'espace: les banlieues continuent à se répandre. À titre d'exemple, ce n'est plus seulement la périphérie qui brûle, mais, selon l'image dont disposent les signifiants dans les exemples cités: la ville de Paris et la France tout entière.

Une fois l'objet tabouisé est devenu sujet, qu'il soit nommé par des euphémismes ou non, la question des violences commence à être traitée sous un angle racial: les arrêtés sont dénommés « les immigrés musulmans » (cr. *muslimanski imigranti*) (*Jutarnji list*, numéro du 3 novembre 2005). En effet, les médias croates présentent les habitants des banlieues comme étant en grande partie des immigrés musulmans, ce qui est loin de correspondre à la réalité. Les textes renvoient aux conflits entre la police et les « immigrés » (cr. *doseljenici*), malgré le fait qu'il s'agit en effet de citoyens de nationalité française, dont la majorité d'entre eux est même née en France (« les conflits entre les forces militaires et les immigrés africains » (cr. *sukobi snaga reda i afričkih imigranata*)) (*Večernji list*, numéro du 4 novembre 2005). Nous en trouvons une profusion d'exemples : « les immigrés ont même détruit un poste de police » (cr. *imigranti uništili i policijsku postaju*), « des groupes d'immigrés jettent des pierres » (cr. *skupine imigranata bacaju kamenje*) (*Jutarnji list*, numéro du 4 novembre 2005), « des mineurs d'Afrique du Nord et des noirs font partie des émeutes » (cr. *u neredima mahom sudjeluju maloljetnici sjevernoafričkog i crnačkog podrijetla*) (*Večernji list*, numéro du 4 novembre 2005), « les agresseurs immigrés tirent sur une voiture de police » (cr. *imigrantski nasilnici pucali na*

policijsko vozilo), « les immigrés musulmans, souvent jeunes, font partie des émeutes » (cr. *u nemirima sudjeluju mladi muslimanski imigranti*) (*Jutarnji list*, numéro du 5 novembre 2005). En nommant enfin le sujet et en le détabouissant, les banlieues commencent à être associées exclusivement aux immigrés, les émeutes aux musulmans. Ceci crée une double particularisation du terme générique: les banlieues, comme nous l'avons déjà remarqué, symbolisent les immigrés (problématiques), et ensuite, les immigrés problématiques symbolisent les musulmans. Tout un chacun qui ignorerait les causes et les enjeux de cette situation risquerait ainsi de conclure, sommairement et « naïvement », comme suit: banlieues = musulmans et musulmans = gens problématiques. C'est ainsi que l'on peut lire: « les émeutes commencent à avoir un caractère religieux » (cr. *nemiri poprimaju vjerski karakter*) (*Jutarnji list*, numéro du 6 novembre 2005), « le gouvernement français accuse les fondamentalistes musulmans d'avoir organisé les émeutes » (cr. *francuske vlasti za organiziranje nemira optužuju islamske fundamentaliste*) (*Večernji list*, numéro du 6 novembre 2005), « les musulmans militants appellent aux émeutes » (cr. *na neredu pozivaju militantni muslimani*) (*Večernji list*, numéro du 13 novembre 2005), « le rapport sur les islamistes arrêtés » (cr. *izvješće o uhićenim islamistima*) (*Jutarnji list*, numéro du 30 novembre 2005). Poursuivons !

Le terme « échec d'intégration des immigrés dans la société française » (cr. *krah francuskog modela integracije*) (*Večernji list*, numéro du 5 novembre 2005) est représenté comme la cause principale des émeutes⁹. En guise de conclusion, le sens le plus répandu qui sort du discours médiatique est le suivant: les émeutes sont liées exclusivement aux immigrés. Cette réalité qui n'en est pas une est fortement soulignée dans la presse française, mais elle ne la domine pas, à la différence des quotidiens croates. Pourtant, la réalité (non présentée par les médias) nous en dit long de la situation générale: les immigrés ne sont pas les seuls habitants des banlieues, ils n'en représentent qu'une moitié. Ensuite, une grande partie des enfants des immigrés en question ne sont pas des immigrés: ils sont nés en France, ils ont la nationalité française et ils ne sont pas liés, ou ils le sont très peu, à leurs pays d'origine. En revanche, les médias lésinent sur les données concernant la nationalité ou, éventuellement, la religion de ceux qui ont participé

⁹ L'émeute de 2005 n'est pas l'expression d'une affirmation identitaire « ethnique », même si les jeunes concernés se sentent souvent victimes du racisme. De même, la religion y est absente. Ils protestent contre la discrimination. Ils sont animés par un sentiment d'injustice et de mépris. Leurs revendications sont simples: une demande de reconnaissance et de respect. C'est pourquoi ils parlent d'une citoyenneté égale pour tous. Une émeute rassemble des individus sur la base de leur condition économique (Avenel, 2010: 85).

aux émeutes. Leur nom est généralisant, dans la mesure où le mot générique n'est pas dérivé d'un sème commun à tous, mais seulement à une partie. Entre les arrêtés, on trouve diverses nationalités, des enfants de parents venant de différents pays du monde. Il ne s'agit pas exclusivement d'arabes ou de musulmans maghrébins. Il y a entre eux des gens des Caraïbes ou du reste de l'Afrique, ainsi que des Français blancs et des Français noirs. Le droit du sol n'étant pas en vigueur en France à l'époque de ces émeutes, N. Sarkozy, alors ministre de l'intérieur, annonce dans les médias qu'il souhaite d'abord « nettoyer la racaille au Kärcher » et ensuite devenir le Président de la République. Selon lui, la nationalité ne doit pas être obtenue « facilement », étant donné que la France souffre de crise et que de nombreux ressortissants des pays du Tiers Monde ne cessent d'arriver¹⁰. D'où l'idée selon laquelle les immigrés, responsables d'émeutes, s'apparentent à la « racaille » dès lors qu'ils deviennent de simples objets des réponses à des questions de journalistes.

Il s'avère donc que les émeutes, prétendument liées à l'islam, au prétendu échec d'intégration des immigrés, à l'Al Qu'Aïda, au fanatisme musulman, etc., sont plutôt provoquées par des causes économiques. Selon les entretiens menés (par des sociologues en général) après les émeutes, ces jeunes disent qu'ils ont grandi dans la société française, entourés de signes de richesse mais qui leur ne sont pas accessibles à cause d'une stigmatisation, déjà mentionnée, dont ils sont les premières victimes (concept qui pourrait être lié à l'auto-désignation par laquelle ils sont nommés dans le discours médiatique, et qui nous aide à fermer le cercle vicieux en question). La couleur de leur peau, leurs noms et prénoms étrangers, une vie dans les banlieues et ainsi de suite, tous ces éléments ont contribué à leur exclusion sociale. Il leur est parfois / souvent difficile de trouver un travail, d'avoir accès aux écoles et facultés privées, etc. Ils sont marginalisés par une société dans laquelle ils sont pourtant nés et dont ils sont partie intégrante (mais non intégrée). C'est pourquoi, selon eux-mêmes, ils s'acharnent souvent contre les symboles de l'État: la police, les écoles, les transports en commun, ainsi que les divers établissements publics. Les périphériques dénoncent cette marginalisation, parlent contre l'inégalité des chances et contre la pauvreté, non en tant que musulmans mais en tant que citoyens. Pourtant, rien de tout cela n'est mentionné dans la presse pour une raison très simple: la parole ne leur a pas été donnée. Ils sont ceux qui

¹⁰ Nous ajouterons ici, à titre de complément d'information, que la politique qu'il a menée en tant que président jusqu'en mai 2012, année où il perd l'élection présidentielle, a en effet apporté l'abolition du droit du sol (la nationalité française obtenue automatiquement dès la naissance en France).

sont dénommés, mais non ceux qui nomment : ils sont les objets dont on parle, et non les sujets parlants.

Détabouisés et nommés dans la presse, les périphériques (toujours en tant qu'objets de discours) reçoivent encore des appellations du type « les jeunes hommes cagoulés » (cr. *mladići s kapuljačom*) (*Jutarnji list*, numéro du 4 novembre 2005), « la bande », « les hooligans », « les militants de l'Afrique du Nord » (cr. *bande, huligani, militanti sjevernoafričkog podrijetla*) (*Večernji list*, numéro du 13 novembre 2005), « les immigrés vandales » (cr. *imigrantski vandali*) (*Jutarnji list*, numéro du 12 novembre 2005) etc. La présence de jeunes maghrébins est ressentie dans ces endroits comme envahissante et dangereuse. Depuis le début des années 1990, la figure de « jeune » renvoie exclusivement aux univers de banlieue et à la délinquance, à la déviance et à la violence. Le « jeune issu de l'immigration » est devenu un véritable ennemi intérieur. Un « jeune » typique est mineur, d'origine africaine ou maghrébine, né dans une cité où il a également grandi, il a un nom non-français, il présente un aspect vestimentaire identifiable (pantalon ample, sweat à capuche, baskets), il est en échec scolaire, etc.

Il devient évident, au fur et à mesure, que les journalistes croates, qui étaient présents sur place, ne connaissaient pas bien la géographie de l'espace en question. À titre d'exemple, la banlieue de Saint-Denis et le département Seine-Saint-Denis ne constituent qu'une notion géographique. Or, ce dernier est nommé « quartier » (cr. *čtvrť*) (*Večernji list*, numéro du 5 novembre 2005), « banlieue » (cr. *predgrađe*) (*Jutarnji list*, numéro du 6 novembre 2005) et « communauté » (cr. *općina*) (*Jutarnji list*, numéro du 9 novembre 2005). De manière générale, les journalistes croates souffrent d'un manque de connaissances des enjeux non seulement idéologiques et / ou sociaux, mais également du système administratif (géographique) français. Le champ lexical est systématiquement mis hors tout contexte (français comme croate) dès lors que les journalistes croates se contentent de trouver de simples équivalents lexicaux des mots comme « département », « communauté » ou « banlieue ». Ce qu'ils ignorent, en l'occurrence, c'est ce à quoi renvoient ces noms au sens administratif, géographique ou social. Rien de surprenant, à titre d'exemple, de voir que Saint-Denis et Seine-Saint-Denis sont confondus dans le discours de la presse croate.

Conclusion

Les traits typiques du discours médiatique sur les banlieues en Croatie, ainsi qu'en France, sont la simplification, la généralisation et la stigmatisation. Le mot même « banlieue » passe du pluriel au singulier en prenant ainsi une

généralisation du mot générique sur l'ensemble de la diversité dont disposent les banlieues françaises. Ces dernières sont comparées, entre autres, aux ghettos américains. Ce qui ressort des articles de presse, c'est l'existence d'un état collectif qui alimente la colère des jeunes, mais surtout, un profond désespoir. Les termes de « mal vivre », de « mal vivre », de « désespoir », de « désespérance », de « malaise » et de « désarroi » y sont récurrents. Les émeutes sont décrites comme un « signe », un « symptôme », un « signal », un « élément révélateur » d'un mal plus important, plus grave et plus profond dont la France devrait être « nettoyée ». La presse nous apprend que: 1) les émeutes sont liées aux banlieues; 2) les banlieues deviennent la banlieue; 3) la banlieue représente les immigrés non intégrés ou, pire encore, non civilisés; 4) les immigrés sont problématiques; et 5) les problématiques, ce sont en général les arabes du Maghreb, les musulmans. Ces faits risquent d'entraîner la conclusion suivante, celle des médias: les musulmans sont responsables de l'émergence des émeutes. Il faut donc que la France s'en débarrasse. Or le discours médiatique les marginalise en usant du même discours que celui qui a entraîné une véritable « chasse aux sorcières » à la périphérie: ils sont les périphériques dominés dans le discours par les centraux: ils n'en sont jamais les acteurs. Bien au contraire, ils ne sont que l'objet du discours médiatique: un objet dont le changement de sens va en se rétrécissant: de la diversité des banlieues aux musulmans en rage.

Bibliographie

1. Avenel, Cyprien, *Sociologie des quartiers sensibles*, Paris: Armand Colin, 2010.
2. Bronner, Luc, *La loi du ghetto. Enquête dans les banlieues françaises*, Paris: Calmann-Lévy, 2010.
3. Charaudeau, Patrick, « Le contrat de communication médiatique », in *Français dans le monde*, numéro spécial « Médias, faits et effets », Paris: Hachette, 1994, pp. 8-19.
4. Dijk Teun, A. van (dir.), *Handbook of Discourse Analysis*. 4 tomes, Londres: Academic Press, 1985.
5. Foucault, Michel, *L'ordre du discours*, Paris: Gallimard, 1971.
6. Frayer, Arthur et Vincent, Elise, „ZUS: un habitant sur deux est issu de l'immigration“, in *Le Monde*. le 2 novembre 2011. p. 11.
7. Lapeyronnie, Didier, *Ghetto urbain. Ségrégation, violence, pauvreté en France aujourd'hui*. Paris: Robert Laffont, 2008.
8. Lochard, Guy, „La 'question de la banlieue' à la télévision française. Mise en place et évolution d'un conflit de représentation“, in: *Images et discours sur la banlieue* (dir. Marilia Amorim), Ramonville: 9.Editions Erès, 2002, pp. 31-41.

9. Maingueneau, Dominique, *Genèses du discours*, Liège: Mardaga, 1984.
10. Maingueneau, Dominique, «Présentation», in *Langages*, 1995, pp. 5-12.
11. Martin, Robert, *Inférence, antonymie et paraphrase*, Paris: Klincksieck, 1976.
12. Moirand, Sophie, *Les Discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, Paris: PUF, 2007.
13. Pecheux, Michel, *L'inquiétude du discours. Textes de M. Pécheux choisis et présentés par D. Madidier*, Paris: Éditions des Cendres, 1990.
14. Sedel, Julie, *Les Médias & La Banlieue*, Le Bord de l'Eau/Ina, 2009.
15. Wacquant, Loïc, „Les banlieues populaires à l'heure de la marginalité avancée“, in *Les Grands Dossiers des Sciences Humaines*, n. 4, septembre-octobre-novembre 2006. pp. 30-33.